

 actualités

>> Interview

propos recueillis par Yannick Urrien



Enquête au cœur de l'islamo business

Jean-Paul Gourévitch :

« Nous allons avoir côte à côte des communautés très différentes. »

La France est le pays européen qui concentre le plus grand nombre de musulmans. C'est aussi celui où l'islamo business est le plus important et la croissance de la galaxie islamiste amène à imaginer plusieurs scénarios pour l'avenir. Jean-Paul Gourévitch ne croit pas à une guerre civile. Il ne croit pas non plus à une répartition du territoire comme le sous-entend François Hollande dans « Un président ne devrait pas dire ça », mais il privilégie un contexte à la libanaise, avec des communautés qui vivraient côte à côte au sein d'un même quartier. Toutefois, cette hypothèse n'est pas sans risques. Jean-Paul Gourévitch a enseigné à l'université Paris XII-Créteil et il est consultant auprès de divers organismes au sujet de l'Afrique et des migrations. Il a notamment publié « Les Migrations pour les Nuls », ainsi que des monographies telles que « Le coût de l'immigration - pour Contribuables Associés ». Dans son dernier ouvrage, il analyse en profondeur l'islamo business, qui représenterait plus de 1000 milliards de dollars par an. Il s'intéresse aux méthodes de recrutement des candidats terroristes et à leur parcours et, en spécialiste des questions démographiques, il examine différentes perspectives de cohabitation.

« L'islamo business - de Jean-Paul Gourévitch est publié aux Éditions Pierre-Guillemain de Roux. »

L'Hebdo-Bourseplus :

Le grand public ne fait pas forcément le lien avec la petite délinquance ou le trafic de drogue dans les banlieues. Cette délinquance est-elle toujours reprise en main par les islamistes ?

Jean-Paul Gourévitch : Je travaille sur l'économie informelle depuis quinze ans et à l'époque, c'était un sujet qui n'était jamais abordé. Ce qui m'a paru intéressant, c'est le passage de la petite fraude à la délinquance, puis de la délinquance à la victimisation, et de la victimisation à la réhabilitation, par l'intermédiaire de la rencontre d'un imam qui vient dire : « Si tu faisais cela, c'est parce que tu ne voulais pas de cette société mécréante et nous te proposons une société combattante et heureuse. » À ce moment-là, le délinquant se transforme progressivement en combattant d'Allah, puis en héros et en martyr... Je ne veux pas dire que tous ceux qui fraudent dans l'autobus vont devenir des kamikazes, mais il y a un parcours dont on peut vérifier la validité sur la plupart de tous ceux qui ont fini comme kamikazes.

Quand on parle du financement du terrorisme, on évoque toujours le Qatar ou l'Arabie saoudite. Or, votre livre révèle que les ramifications sont nombreuses, notamment entre le financement de l'islam et du terrorisme, et aussi entre l'argent de la délinquance et le terrorisme...

Je voulais faire quelque chose qui diffère de tous les ouvrages qui sont sortis sur l'islamisme, le terrorisme ou les connexions entre migration et islamisme, puisque j'ai abordé ce sujet sur le plan économique. J'ai d'abord voulu faire un état des lieux de l'islamisme dans chacun des pays de la planète, afin de montrer dans quelle mesure cet islamisme est lié à l'économie informelle. J'ai aussi voulu faire un travail de fond sur le financement de l'islamisme, non pas à travers celui que l'on connaît, c'est-à-dire le Qatar ou l'Arabie saoudite, mais tout ce qui est de l'ordre de l'économie informelle, c'est-à-dire les taxes sur les transports et les commerces, le racket, les reventes de matières premières, les prélèvements abusifs... Par exemple, les procédures musulmanes de la zakât ou de la jizya (taxe sur les non-musulmans en Islam) sont

utilisées pour financer l'idamo business. Tout cela représente quand même 1000 milliards de dollars ! Enfin, je voulais aussi montrer comment cette économie informelle permet de recruter des djihadistes.

Que représente cette économie informelle ?
1000 milliards de dollars, c'est l'économie internationale mais, depuis l'année dernière, quelque chose de nouveau est apparu puisque Daech a cessé de financer les petits groupes autonomes. Les groupes doivent maintenant s'autofinancer et c'est pour cette raison que l'on assiste à un renforcement de la délinquance, du racket et de tous ces processus de financement parce que, pour pouvoir mener des opérations terroristes, il faut que les organisations trouvent de l'argent.

Votre étude indique que l'économie informelle représente 20 % du PIB en France. Comment êtes-vous parvenu à ce chiffre considérable ?

Les chiffres sont à consommer avec modération puisque, par définition, nous n'avons pas les moyens de savoir à l'euro près quel est le financement de l'économie informelle. Je travaille depuis longtemps avec beaucoup de collègues qui sont dans d'autres pays et, lorsque l'on ajoute l'économie informelle on a-t-elle des échanges de services - l'économie grise - c'est-à-dire la fraude et la contrefaçon - et l'économie noire - à savoir le trafic et la prostitution - on arrive à une somme qui, chez nous, se situe à un peu moins de 400 milliards d'euros : donc nous ne sommes pas loin de 20% du PIB. On avait dit il y a quelques années que lorsque dans un pays l'économie informelle dépasse les 30%, ce pays est menacé de banqueroute... La Grèce est arrivée à 33% d'économie informelle et l'on sait ce qu'il en est advenu...

Mais comment peut-on arriver à 20 % alors qu'il est de plus en plus difficile, même pour des commerçants ou des restaurateurs, d'engranger des espèces sans les déclarer ?

Regardez les statistiques sur le travail illégal en France : c'est quand même une perte de 1,7 milliard pour l'État, donc ce n'est pas rien ! Prenez l'exemple de la contrefaçon, c'est typiquement de l'économie informelle. Cela détruit 30 000 à 40 000 emplois par an et c'est une perte énorme pour l'État, qui ne récupère aucune TVA. Il n'y a pas que les trafics de drogue ou

les trafics d'armes : vous avez les trafics d'animaux, les trafics de plantes, les trafics d'œuvres d'art, les trafics de transport... Il n'y a pas un élément qui serait plus déterminant qu'un autre, puisque cette économie informelle est totalement multiple. La fraude sociale représente 50 à 50 millions d'euros et la fraude fiscale, presque le double. Tout cela, c'est de l'économie informelle.

Dans le cadre de cette étude sur l'islamisme, vous expliquez que lorsque la population musulmane dépasse 10 à 15 % sur un territoire, elle commence à faire valoir sa représentativité, voire sa prééminence. C'est pourtant le pourcentage que l'on observe dans la plupart des villes de France...

Nous avons en France une communauté de 8,5 millions de musulmans, c'est l'ensemble de l'Oumma. Sur cette population, 4 millions sont des pratiquants. Sur les 4 millions de pratiquants, vous avez environ 150 000 personnes qui sont tentées par l'islamisme radical et, sur ces 150 000 personnes, vous avez 10 000 à 15 000 apprentis terroristes qui peuvent passer à l'action d'un moment à un autre. C'est une toute petite partie de la communauté, mais cela suffit à mettre un pays à feu et à sang. On a toujours sous-estimé le poids de la communauté musulmane en France ! Je pense qu'il est tout à fait dommage de vouloir minimiser l'importance de la communauté musulmane, parce qu'elle sait très bien qu'elle représente beaucoup plus.

Certains préconisent le vivre ensemble et l'identité heureuse, tandis que d'autres estiment que cela se terminera par une guerre civile. Or, on sait très bien que les Français ne veulent pas d'affrontements et qu'ils seraient prêts à concéder quelques parcelles pour vivre tranquilles. François Hollande a lui-même évoqué ce risque de partition. Pensez-vous que l'on irait jusqu'à abandonner quelques pans de notre territoire ?

Ce n'est pas exactement cela qui va se produire. Nous allons avoir côte à côte des communautés très différentes. Ces communautés peuvent faire l'effort de reconnaître qu'elles ne sont pas seules et qu'elles peuvent collaborer avec la communauté voisine. Ou elles peuvent s'ignorer. Ce serait un vivre côte à côte

mitoyen, où l'une des communautés va vouloir imposer à d'autres ses propres règles de vie. Là, nous passerons au conflit. Je ne vais pas faire de prédictions, simplement, on n'a pas été habitué en France à gérer le vivre côte à côte, c'est-à-dire le scénario de la frontière entre les communautés à l'intérieur d'un même pays. En plus, nous n'avons pas de grands projets. Autrefois, on avait un roman national qui nous donnait un patrimoine et une mémoire, mais on n'a pas de grands projets d'avenir, à part obtenir les J.O. en 2024.

Nous pouvons prendre deux exemples de cette forme de cohabitation. Il y a le Liban où les communautés vivent côte à côte, ou même le Maroc : à Casablanca, sur la pointe de la corniche, il y a un restaurant très branché avec une mosquée juste à côté. Vous voyez les hommes en djellaba et les femmes voilées qui vont à la mosquée, tandis que sur le même parking, les clients du restaurant arrivent en Porsche...

C'est exactement cela, le côté à côté.

Mais on se dit que l'on est sur une poudre à canon. Regardons le risque que représente le Liban, qui a été un magnifique exemple de vivre ensemble entre des communautés différentes. Mais ce pays est toujours menacé d'implosion ! Quand vous avez des conflits

qui sont tout autour du pays, cela renforce les tensions et les risques d'implosion. Pour reprendre votre exemple du Maroc, si les fermentations de contestation qui se développent au Maroc deviennent tellement lourdes que le Roi se retrouverait menacé, le vivre ensemble serait encore plus menacé. Le vivre côte à côte ne peut fonctionner que lorsqu'il y a tout autour une atmosphère pacifiée et de respect de l'autre. Or, dès que l'on arrive dans le conflictuel, le respect de l'autre disparaît. En France, je parle de la coexistence entre des communautés qui sont séparées les unes des autres, mais tout cela peut se transformer en conflit à partir du moment où l'une des communautés veut imposer sa loi aux autres, ou lorsqu'elle a l'impression que ce sont les autres qui veulent lui imposer leur loi. Alors, la communauté se ressoude dans son identité et l'on n'est plus dans l'identité heureuse, mais dans le conflit identitaire...

Cela veut dire que ceux qui prônent en ce moment l'identité heureuse font semblant de ne rien voir...

Je ne fais pas de jugement politique, ce n'est pas mon rôle... Je dis simplement que l'identité heureuse peut être un projet de développement de la société, mais cela ne correspond pas à la réalité de ce qui se passe aujourd'hui.

Vous ne croyez pas à la répartition du territoire : donc, au sein d'une même ville, il va falloir s'habituer à passer devant un café ou il n'y aura que des hommes, parce que les femmes y seront prohibées et, un pâté de maisons, plus loin il y aura un bar à la mode avec une clientèle mixte et décontractée...

Mais c'est ce qui se passe déjà ! Je travaille beaucoup avec les diasporas africaines et maghrébines en France. Je suis au cœur de ce genre de cités où coexistent des communautés différentes et l'on voit bien que la coexistence pacifique s'opère quand il n'y a pas une minorité ou une majorité qui se dessine. Mais, lorsque vous avez une majorité ou une minorité très revendicative, cela devient beaucoup plus difficile. C'est la dialectique des In et des Out : les In sont chez eux et les Out arrivent de l'extérieur. Si les Out veulent prendre la place des In, les In deviennent des Out et les Out deviennent des In... Nous sommes dans une dialectique entre les autochtones d'un côté et ceux qui arrivent de l'autre côté. Cela peut bien se passer, mais cela peut aussi très mal se passer à partir du moment où ceux qui arrivent se sentent majoritaires. ■